

Le problème du Sahara persiste et la réunification du Maghreb n'est pas pour demain

Les efforts déployés par l'envoyé spécial des Nations unies pour le Sahara Christopher Ross pour tenter de parvenir à des avancées diplomatiques se sont avérés infructueux lors de sa récente tournée dans la région.



Christopher Ross

Les entretiens sur l'avenir du Sahara sont restés dans l'impasse, la semaine dernière, lorsque l'envoyé des Nations unies chargé de négocier une solution diplomatique, Christopher Ross, a terminé sa tournée dans la région.

Ross, dont la visite de huit jours au Maroc, en Algérie, en Mauritanie et dans les

camps sahraouis s'est terminée jeudi 25 mars à Alger, a déclaré que bien que les parties concernées "aient souligné leur volonté de poursuivre le cours des négociations", les positions restaient encore très éloignées.

"Je dois désormais poursuivre les discussions avec les deux parties, les pays de la région et les membres du Conseil de sécurité pour décider de la meilleure manière de poursuivre", a-t-il déclaré. "Nous trouverons une solution à ce conflit, qui impose une lourde charge sur la région en termes d'intégration du Maghreb dans les grands courants mondiaux, et sur les plans humain et sécuritaire."

Cette tournée de l'envoyé spécial visait à alimenter un rapport sur le Sahara Occidental que le Secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon présentera au Conseil de sécurité en avril. Ross espère toujours réunir toutes les parties pour un autre cycle de négociations, pour mettre un terme à l'impasse actuelle.

Il avait entamé cette tournée au Maghreb par Rabat, où il avait été reçu par le Roi Mohammed VI. Lors de cet entretien, le souverain avait réaffirmé l'engagement du Maroc à trouver une solution politique à ce conflit régional, avait indiqué à la presse locale le ministre marocain des Affaires étrangères, Taieb Fassi Fihri.

"Le Maroc continuera de coopérer pleinement avec Ross à la mise en oeuvre des nouvelles directives contenues dans la dernière résolution du Conseil de sécurité", avait précisé Fassi Fihri.

Il avait ajouté que la proposition d'autonomie avancée par le Maroc pour le Sahara Occidental "intègre totalement l'ensemble des principes et des directives du Conseil de sécurité, dans le but de parvenir à une solution définitive à ce conflit régional, tout en maintenant le respect de la souveraineté du Royaume".

"Le principe de l'harmonie requiert que toutes les parties mettent de côté les options extrêmes", avait ajouté le ministre.

"En tant que tel, le Maroc part de l'hypothèse que l'option d'indépendance a été totalement abandonnée", avait-il conclu.

Après avoir eu des entretiens avec de hauts responsables à Rabat, parmi lesquels le Premier ministre et le président du Conseil royal consultatif pour les affaires du Sahara, Ross s'était envolé pour les camps de réfugiés sahraouis.

A Tindouf, les responsables du Polisario avaient indiqué à l'envoyé onusien qu'un référendum devait être organisé pour déterminer l'avenir politique de la région.

"Aux yeux du Polisario, le référendum est une mesure obligatoire et une nécessité

dictée par l'expérience des Nations unies... parce qu'un référendum est une pratique démocratique permettant de résoudre ce type de conflit", avait déclaré le leader du Polisario Mohamed Abdelaziz après avoir reçu Ross.

Abdelaziz avait accusé le Maroc de violer les droits des Sahraouis ; le Maroc avait rétorqué que les habitants de la région de Tindouf affiliée au Polisario connaissent de difficiles conditions d'existence.

Tajeddine El Housseini, professeur de relations internationales à Rabat, a expliqué à Magharebia que cette dernière tournée de Ross "ne pouvait que déboucher sur une impasse, parce que les deux parties avaient à plusieurs reprises réaffirmé leurs positions".

"Le Maroc avait fait savoir qu'il n'était disposé qu'à discuter de sa proposition, qui est totalement rejetée par le Polisario, qui – à son tour – exige un référendum", a expliqué ce professeur. "A ce titre, les négociations restent dans l'impasse."

Par Naoufel Cherkaoui pour

Magharebia.com

Des sénateurs américains apportent leur soutien à la thèse marocaine

Une majorité bipartisane de sénateurs américains (conduite par les sénateurs Dianne Feinstein (Démocrate-Californie) et le sénateur Kit Bond (Républicain-Missouri), respectivement présidente (Chairman) et numéro deux (ranking member) de la Commission des Renseignements du Sénat) a adressé une lettre à la Secrétaire d'État américaine Hillary Rodham Clinton soutenant la politique américaine vis-à-vis du conflit au Sahara et exprimant sa préoccupation en ce qui concerne l'instabilité régionale croissante et la hausse de la menace terroriste en Afrique du Nord.

Ces derniers ont appelé l'Administration Obama à accorder « d'avantage d'attention à cette question afin de résoudre un des problèmes politiques les plus urgents dans la région, le conflit au Sahara » et ainsi « éliminer le principal obstacle à la stabilité dans la région. »

Cette lettre du Sénat américain traduit un soutien fort pour la politique américaine qui appuie une solution au conflit du Sahara basée sur « une large autonomie du Sahara sous souveraineté marocaine » et qualifie comme « sérieuse et crédible » la proposition marocaine d'autonomie.

Nous vous écrivons ce jour afin de vous prier de faire de la résolution du conflit du Sahara Occidental une priorité de la politique étrangère américaine en Afrique du Nord.

TEXTE INTÉGRAL DE LA LETTRE

Nous sommes particulièrement préoccupés par l'augmentation constante de l'instabilité en Afrique du Nord. Les activités terroristes se multiplient et les pays de la région accusent le poids d'une population jeune et active croissante sur fond de précarité économique. L'appui des États-Unis, en étroite coopération avec nos alliés en Europe et dans la région, pourrait stabiliser la situation et inverser ces tendances inquiétantes. Nous devrions commencer par un effort plus soutenu des États-Unis au regard d'un des problèmes politiques les plus pressants de la région, le conflit du Sahara Occidental.

En effet, un rapport publié le 31 mars 2009 par un panel incluant l'ancien Secrétaire d'État Madeleine Albright, l'ancien commandant du grand quartier général des puissances alliées de l'OTAN le général Wesley Clark, et l'ancien ambassadeur Stuart Eizenstat, soutient que « les États-Unis doivent œuvrer diligemment avec leurs partenaires en vue de résoudre le conflit du Sahara Occidental. »

Nous convenons avec vous que la proposition faite en 2007 par le Maroc - basée sur une large autonomie du Sahara Occidental sous souveraineté marocaine - est sérieuse et crédible. Comme vous l'avez reconnu lors de vos remarques en novembre dernier au Maroc, il est de la priorité des États-Unis de soutenir la résolution de ce conflit, en se basant sur cette formule, et ce depuis l'Administration Clinton. Nous soutenons cette politique bipartite des États-Unis ainsi que les efforts des Nations Unies pour réunir toutes les parties afin de résoudre cette question de manière pacifique à la table des négociations.

Les enjeux pour les États-Unis et leurs alliés en Afrique du Nord sont évidents, et notre influence peut faire une différence significative, pour le meilleur, en favorisant une plus grande coordination afin de réduire et éliminer la menace terroriste, en encourageant une intégration dans la région pouvant faciliter la croissance économique et la prospérité, et en résolvant le conflit du Sahara Occidental de manière à éliminer le principal obstacle à la stabilité dans la région.(...)

Fin de la lettre.

Parmi les signataires de la lettre du Sénat: les présidentes et les numéros deux du parti minoritaire des Commissions sur les Services Militaires, les Appropriations, la Finance, et la Sécurité Intérieure et les Affaires Gouvernementales; le président de la Commis-

sion sur la Politique du Parti Démocrate au Sénat, le Sen. Byron Dorgan, (Démocrate-Dakota du Nord), et le leader adjoint du Parti Minoritaire au Sénat le Sen. Jon Kyl, (Républicain-Arizona).

La lettre souligne aussi le rapport, "Pourquoi le Maghreb compte-t-il?," publié le 31 mars 2009 par un group d'experts en politique étrangère, y compris l'ancienne Secrétaire d'État Madeleine Albright, l'ancien Commandant Suprême des Forces Alliées de l'OTAN le Gén Wesley Clark, et l'ancien Ambassadeur Stuart Eizenstat, affirmant que « les États-Unis doivent œuvrer diligemment avec ses partenaires pour résoudre l'impasse au Sahara Occidental » afin de protéger les intérêts sécuritaires américains et promouvoir la prospérité et la paix régionales. En janvier 2010, un rapport du Centre Internationale pour les Études sur le Terrorisme de l'Institut Potomac pour les Études Politiques a exposé la hausse de 550% en attentats par al-Qaeda et d'autres groupes terroristes en Afrique du Nord depuis le onze septembre 2001.

Source: Centre Maroc-Américain pour la Politique (Moroccan American Center for Policy - MACP)